

**Aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum**

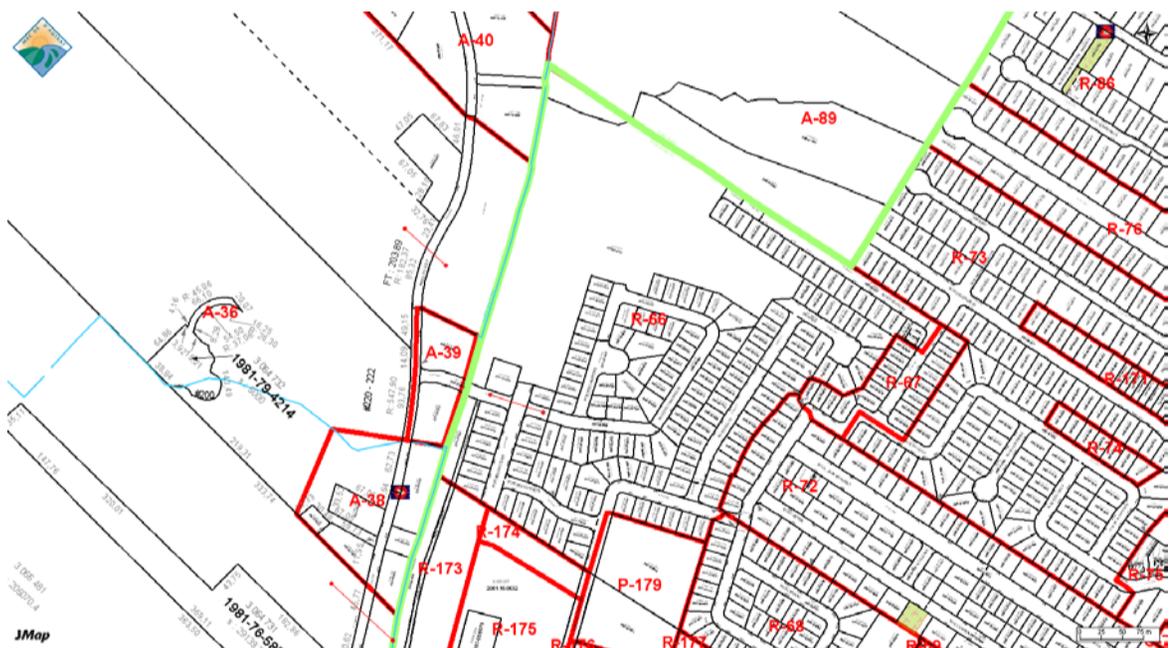
**Second projet de règlement numéro 278-2020 modifiant le règlement de zonage et le règlement de lotissement**

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

À la suite de la consultation écrite d'une durée de 15 jours, soit du 22 décembre 2020 au 6 janvier 2021, le conseil municipal a adopté, à sa séance ordinaire du 11 janvier 2021, le second projet de règlement numéro 278-2020 suivant : **Règlement modifiant le Règlement de lotissement no RRU3-2012 et le Règlement de zonage no RRU2-2012 dans le but d'apporter certaines modifications applicables à la zone R-66 (projet de la Halte de Lavaltrie), la zone R-172 (montée Guy-Mousseau) et aux structures de jeux et installations sportives**

Ce second projet de règlement est susceptible d'approbation référendaire et peut faire l'objet d'une demande de participation à un référendum de la part des personnes intéressées des zones visées et des zones contiguës afin que le projet de règlement soit soumis à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

- Une demande relative à la disposition ayant pour objet de créer la zone R-190 à même une partie de la zone R-66, afin d'y autoriser des lots de largeur réduite, peut provenir de cette zone et des zones contiguës A-36, A-38, A-39, A-40, R-67, R-68, R-72, R-73 et A-89, R-173, R-174 et P-179. La zone R-66 est illustrée au plan ci-après.



- Une demande relative à la disposition ayant pour objet d'autoriser, dans la zone R-172, l'usage multifamilial H-4 (trois à six logements), peut provenir de cette zone et des zones contiguës A-36, R-58, R-59, R-151 et R-173. La zone R-172 est illustrée au plan ci-après.



- Une demande relative à la disposition ayant pour objet de fixer, sur l'ensemble du territoire, des normes applicables aux structures de jeux et aux installations sportives, peut provenir de toutes zones du territoire de la municipalité.
- La disposition relative aux murs de soutènement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient ;
- être reçue au bureau de la soussignée à l'hôtel de ville, au plus tard le 8<sup>e</sup> jour qui suit la publication du présent avis ;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

Est une personne intéressée toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes :

- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle ;
- être domiciliée, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un lieu d'affaires dans une zone d'où peut provenir une demande.

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un lieu d'affaires : être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom.

Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale : toute personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 11 janvier 2021, est majeure et de citoyenneté canadienne et qui n'est pas en curatelle.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Toutes les dispositions du second projet de règlement qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

Le second projet de règlement, le règlement de zonage RRU2-2012 en vigueur ainsi que le plan de zonage peuvent être consultés sur [site Internet de la Ville](#).

Toute personne intéressée de la Ville de Lavaltrie, et ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum dans le cadre de cet avis public, peut transmettre sa demande **jusqu'au 22 janvier 2021, inclusivement.**

Celle-ci peut être transmise par courriel, être déposée dans la boîte de réception du courrier de l'hôtel de ville ou être envoyée par la poste aux coordonnées suivantes :

Service du greffe – Ville de Lavaltrie  
1370, rue Notre-Dame  
Lavaltrie (Québec) J5T 1M5

Courriel : [greffe@ville.lavaltrie.qc.ca](mailto:greffe@ville.lavaltrie.qc.ca)

Donné à Ville de Lavaltrie, ce 14 janvier 2021

---

Marie-Josée Charron, greffière